



La Commune



URGENCE aux URGENCES. URGENCE - LIBERTÉS

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 103 –
Mercredi 5 juin 2019

La parenthèse des Européennes se referme... mal, comme une porte qui claque sur les doigts d'un Wauquiez ou d'un Hamon. Il semble que la mobilisation en gilet jaune s'estompe et ce n'est pas faute de combattants. Les GJ n'ont pu ou su appeler à une manifestation pour l'annulation de la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité qui était pourtant l'un des points de départ de leurs actes. Dans les services d'urgence, l'heure est à la révolte. Les grèves pour les salaires et les effectifs se multiplient...



(CHARLY TRIBALLEAU / AFP)

Notre soutien inconditionnel aux GJ ne nous prive pas du droit à la critique. Le RIC a agi comme une diversion. D'abord, pour faire passer à l'arrière-plan le mot d'ordre « Macron démission » avec lequel bien des amis politiques des GJ étaient en désaccord. Ensuite, pour noyer la bougie des revendications de base de la mobilisation en Gilet jaune.

Pour critiquer les GJ, il faut d'abord les soutenir

En réalité, ce ne sont pas les GJ que nous critiquons, mais ces forces politiques qui ont cherché à leur faire dire autre chose que ce qu'ils exigeaient au départ ou à leur imposer des listes aux européennes.

Nous ne reconnaissons pas ce droit à quelque critique que ce soit à ces pseudo-trotskyistes qui les ont longtemps dénoncé et calomnié et qui ne prennent pas fait et cause pour l'amnistie générale de tous les manifestants. Ils auront beau dire, les gilets jaunes n'ont pas été défaits. Leurs revendications de départ étaient justes.

Qu'est-ce que l'amnistie et pourquoi la revendiquer

Rappelons que l'amnistie, ce n'est pas l'acquittement. Elle s'applique entre autre à des gens qui ont commis des actes que la loi punit, mais, dans les faits, ces actes ont été provoqués par la répression délibérée et provocatrice autant que par les mesures gouvernementales contre le pouvoir d'achat. Cela ne veut pas dire que nous « approuvons » tel ou tel acte, cela veut dire que nous exigeons des vrais responsables (tant qu'ils sont encore là) **l'arrêt de toutes les poursuites, la libération de tous les emprisonnés, l'indemnisation de tous les blessés et mutilés** . Rappelons que le Régime avait amnistié les généraux-terroristes de l'OAS, sans état d'âme. (1981)

Honte aux chefs syndicalistes-policiers

Aujourd'hui, des policiers sont à leur tour poursuivis. Rappelons à tous ces chefs syndicalistes de la police la suite qui avait été donnée à la mort de Malik Ousseki, des suites de blessures volontaires :

« Le brigadier-chef Jean Schmitt (53 ans) et le gardien de la paix Christophe Garcia (23 ans), les deux voltigeurs directement impliqués dans sa mort, sont jugés pour « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Alors que l'avocat général demandait cinq ans de prison dont trois fermes, ils sont condamnés le 27 janvier 1990 à une peine symbolique : respectivement cinq et deux ans de prison avec sursis. Les deux meurtriers échappent donc à la prison, alors même qu'ils étaient restés libres durant les trois années qui avaient précédé le procès.

En interne, l'un écope du niveau de sanction le plus sévère, sanction du quatrième groupe, soit la mise en retraite d'office. L'autre est sanctionné par un déplacement d'office (sanction de deuxième groupe). » ¹

Ces chefs syndicalistes policiers, à commencer par Unité SGP Police que FO tolère dans ses rangs, avaient pris fait et cause pour l'usage des LBD, applaudi à la révocation d'un préfet, limogé pour avoir voulu restreindre l'usage de ces armes.

La police dans tous ses Etats

Mais, ces affaires, par lesquels un proc s'arroge le droit de dire à l'avance que cela n'ira pas au-delà de la Correctionnelle, sont battues en brèche par la décision prise par des Juges d'instruction de traduire devant les assises le policier qui a crevé un œil à un syndicaliste hospitalier, en septembre 2016, lors de la dernière manifestation contre la loi El Khomri. Sans doute, la folie répressive qui s'est emparée de la Police, sur ordre de Macron-Castaner, n'y est pas pour rien. De même, la position de la CEDH concernant des faits qui remontent à l'année 2000.

Il est possible qu'effectivement la mobilisation en gilets jaunes finisse par s'essouffler. Ce serait alors l'heure des comptes.

Plusieurs millions de personnes ont manifesté au moins une fois dans les cortèges en gilets jaunes, dans les conditions d'une terrible répression « dissuasive », dans les conditions de campagnes de haine et de fiel contre cette mobilisation spontanée.

Cette répression aura largement contribué à cristalliser le mécontentement général.

Le Pouvoir va être confronté aux graves séquelles et répercussions différées de ces six derniers mois. Par ricochet, les Martinez et Veyrier n'ont pas fini d'écopier eux-mêmes. De sorte que les grèves partent toutes seules, comme aux Urgences, tout simplement parce que les travailleuses et les travailleurs n'en peuvent plus.

Pour tous ceux-là, « le plus dur a commencé ». À tort ou à raison, à tort et à raison, Veyrier et Martinez passent déjà pour des vendus, pour ne pas avoir pris leurs responsabilités, ces six mois durant et pour s'être soumis au Dialogue anti-social voulu par Macron.

La révolte générale n'est pas prête de se calmer, elle porte en elle les germes de la révolution sociale.

A suivre...

1 https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_Malik_Oussekine

Modifié le mercredi 05 juin 2019

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>